



Déclaration liminaire

CTPD DU 22/06/2011

2^{ème} convocation

La section de la **CGT FIP 43** tient à attirer l'attention de tous les agents de notre département et ce du plus petit gradé au plus grand sur la **cohérence de ses prises de positions**.

La **CGT FIP 43** dit ce qu'elle fait, écrit ce qu'elle fait et surtout fait ce qu'elle dit et écrit.... Elle ne juge pas nécessaire de clamer à toutes les sauces qu'elle est avec et derrière tous les agents. Depuis plus de 10 ans elle a démontré qu'elle était derrière eux, et même très souvent devant eux et avec eux.

Aujourd'hui c'est probablement le **dernier CTPD historique de la future ex DSF 43**. Que devons nous faire, monsieur le futur ex **Président Directeur des Impôts**. Allez-vous nous proposer de faire un séminaire, genre **TOUS ENSEMBLE**, au cours duquel nous nous épancherions sur nos douces années de cohabitation si ce n'est orageuses pour le moins parfois vivantes, signe d'un dynamisme de bons alois. Il y a deux ans vous avez participé à une telle manifestation avec les autres responsables départementaux à la **feue ENI de Clermont FD** pour enterrer, voire noyer dans l'allégresse la **feue DGI**. Une bien belle journée, soi-disant....

Peut-être n'allez-vous répondre à cet enterrement annoncé et programmé que par l'ignorance et le silence.

A cette occasion, Monsieur le futur **Président Directeur Général**, la **CGT FIP 43** va simplement démontrer qu'elle est toujours en adéquation avec ses positions antérieures, **vous le savez**. **Nous dénonçons** toutes ces réunions dites de dialogue social qui ne servent qu'à faire croire à de véritables échanges et ce du plus haut niveau au plus bas, le notre. **Nous dénonçons** ces réunions pour le moins **bancales** où vous voudriez que les représentants des personnels siègent pour entériner des décisions déjà prises. Comme **par exemple un CTPD commun**, pour donner un avis sur la mise en place de la **fusion Impôts/Trésor en pays altiligérien** et ce sous couvert d'un décret de circonstance pondu à l'automne 2009.

Lors de ce **CTPD commun** après palabres communes il y aurait **vote pour avis distinct** sous une présidence en l'état future d'officialisation. Donc pour résumer, le futur PDG de la **future Direction Départementale des Finances Publiques de la Haute-Loire (DDFIP43)**, ici présent en tant que **Président/Directeur des Services Fiscaux** demande l'avis pour **fusion des Impôts et du Trésor** à des instances de deux ex directions en vue d'une effusion d'allégresse suite à une fusion non désirée. Vos interlocuteurs, pour le moins interloqués, peu habitués à ce genre de contorsion cérébrale sont dans l'obligation de déclarer forfait, justement pour ne pas en commettre un vis à vis de leurs mandants.

Revenant aux fondamentaux et à une situation issue d'élections démocratiques ils affirment clairement qu'ils ne participeront pas, de près ou de loin, à cette véritable pantomime de dialogue social. Aucun agent du département ne pourrait comprendre que leurs représentants puissent siéger pour **donner un avis bidon** sur une décision qu'ils n'ont cessé de combattre depuis toujours. C'est une question de respect et de cohérence.

Un mot sur les **CTPD** qu'envisage le futur responsable commun et qui sont labellisés **CTPD unique**. Encore une situation bancal où l'attribution des sièges est pour le moins curieuse et ne découle pas d'élections officielles communes. Un simple **calcul arithmétique** d'élections avant fusion consommée. Nous ne pourrions pas avaliser cela et demandons dès aujourd'hui que ces **CTPD**, après fusion locale imposée au 1^{er} juillet 2011, ne soient effectifs qu'après les **élections communes du 20 octobre 2011**. Sinon nous demandons que la fusion imposée au 1^{er} juillet, sans aucune concertation donc, ait lieu au plus tôt le 21 octobre 2011.

Vous comprendrez sans mal, Monsieur le **Président Directeur Général**, notre position même si votre légendaire loyauté vous ordonnera de dire le contraire de cette position objective et démocratique.

Vous comprendrez aussi sans mal que toutes les analyses précédentes nous ont obligé à boycotter la 1^{ère} convocation à ce dernier **CTPD made in Impôts**.

Pourtant, et vous le savez très bien, nous ne sommes pas partisans du boycott pour le boycott. La chaise vide n'est pas notre tasse de thé. C'est pourquoi vous pourrez apprécier tous nos mérites pour essayer de vous évitez de faire bien des erreurs qui pourraient nuire au plus grand nombre.

Déjà la **CGT FIP 43** attire votre attention sur un sujet de plus en plus prégnant, vous l'avez compris c'est **le retour de l'humain dans le « management », pour nous nous préférons écrire encadrement.**

Joli sujet que vous n'hésitez pas à évoquer en **CTP**, en **CDAS** et **CHS** que vous avez l'honneur de présider aussi. Aujourd'hui c'est à la phase pratique que la **CGT FIP 43** vous convie. Assez de palabres ou d'impostures verbales, du concret sur le terrain là où vos agents, pardon vos collaborateurs, voire plutôt vos collègues triment et trop souvent souffrent. Vous deviez passer, ou vous êtes passé, dans les trésoreries locales. Avez-vous vue leurs conditions de travail au delà de la rhétorique ? Qu'allez-vous concrètement faire ? Rien ? Ce n'est pas acceptable ?

La **CGT FIP 43** va vous donner une des solutions à ce véritable problème humain.

HALTE AUX SUPPRESSIONS DE POSTES

Allez-vous enfin, avec d'autres responsables dont Monsieur **BRIDAY** le **Délégué auprès du Directeur Général**, défendre l'intégrité de vos collègues sur le terrain. **Assez de ces déclarations** qui affirment droit dans les yeux que les suppressions de postes sont insupportables, que l'on attaque la moelle....

Aujourd'hui il n'y a plus de moelle.

Aujourd'hui vous devez œuvrer à effacer ce véritable fléau. Là sera ou ne sera pas le **mérite de la hiérarchie**.

Aujourd'hui l'urgence ce n'est pas vos ateliers dits participatifs bidons comme le fameux **DOS** ou aujourd'hui les **GEM** qui sont autant de fiascos, que vous essayez de présenter comme des réussites, un comble !

Les représentants des personnels de la **CGT FIP 43** crient **ASSEZ**, les entendez-vous au delà d'une simple posture de circonstance.

Aujourd'hui les administrations, après avoir courtisé leurs responsables, s'aperçoivent enfin qu'il faut s'intéresser à tous leurs agents, même ceux du bas de l'échelle. Suite aux trop nombreux dérapages à **La Poste**, à **France Télécom**, à **EDF** ...et même à la **DGFIP**, qui ont débouché sur de véritables drames humains, elles commencent à mettre en évidence tous les ravages générés par les diverses pressions.

Aujourd'hui on tente de **redécouvrir l'humain**. Une armée, souvent présentée comme mexicaine, n'a aucune force de frappe avec des troupes démoralisées. Les changements technologiques et d'évolutions sociologiques, souvent avancés pour justifier les suppressions d'emplois ou le diktat des statistiques amplifiées par une crise majeure, ont eu raison de la fiction d'une administration heureuse dans un environnement sain. **L'objectif assigné aux divers responsables** aujourd'hui n'est pas une simple gageure, c'est tout simplement de **restaurer une véritable confiance en l'avenir**, aussi bien personnel, professionnel et dans nos missions de service public. Cet objectif majeur ne souffre d'aucune imposture.

Souffrez, monsieur le **Président Directeur Général**, d'une petite citation de Peter Drucker qui affirmait déjà en 1954 que « **les seuls facteurs qui font progresser une entreprise sont les hommes, de l'ouvrier au directeur, leur capacité d'innovation et la façon dont ils organisent leurs relations de travail** ». Pour les administrations c'est kif kif bourricot.

Au delà de cette **remarque de bon sens**, notion très chère au plus valeureux de nos politiciens locaux actuels, se profile donc l'idée que l'intérêt à long terme de l'administration doit rejoindre celui de toutes ses composantes humaines. Dans cette optique, en parallèle avec l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, il faut impérativement, **restaurer la confiance et la transparence absolue des décisions, renverser la pyramide pour mettre la priorité sur les personnels en contact avec les citoyens et redéfinir les pouvoirs des divers responsables pour transférer le maximum de décisions le plus près possible de la base** sans néanmoins tomber dans l'autogestion.

Vous le voyez, Monsieur le **Président Directeur Général**, ce qui est demandé c'est un **véritable retour au social, à l'humain** qui doit toujours être au centre des préoccupations de tous et ce au delà de nos petits intérêts individuels.